

Unité départementale du Loiret
Adresse postale : DREAL Centre - UD 45 - 5 Avenue Buffon
Bureaux : 3 rue du Carbone
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CENTRALE BIOGAZ DE LUGERE

45 Impasse du Petit Pont
76230 Isneauville

Références : 69/2026
Code AIOT : 0010013542

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2026 dans l'établissement CENTRALE BIOGAZ DE LUGERE implanté Parc technologique "Orléans Charbonnière" 45760 Marigny-les-Usages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection réactive à la suite de la rupture du gazomètre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE BIOGAZ DE LUGERE
- Parc technologique "Orléans Charbonnière" 45760 Marigny-les-Usages
- Code AIOT : 0010013542

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la Centrale Biogaz de Lugère à Marigny les Usages est un méthaniseur autorisé depuis 2019 par arrêté préfectoral du 31 janvier, mis en service en février 2023.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance de la méthanisation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Surveillance de la méthanisation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Surveillance de la méthanisation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration accident	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5	Sans objet
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration accident
Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a déclaré le 26 janvier 2026 par le biais de la plateforme en ligne de déclaration des incidents et des accidents, un événement survenu le 24 janvier 2026 à 23:30 sur le méthaniseur de Marigny-les-Usages.

L'inspection s'est rendue sur l'installation le 29 janvier 2026, et a récolté les informations suivantes :

- À 22h15 le 24 janvier, l'astreinte de l'installation s'est déclenchée suite à une alerte d'arrêt de l'épurateur. Le responsable du site s'est déplacé et a constaté que le poste GRDF était en défaut (arrêt de l'injection), il a contacté l'assistance GRDF qui est arrivée vers 23h10 pour réenclencher l'injection de gaz au réseau.
- Lorsque l'injection du gaz dans le réseau est bloquée ce dernier est stocké dans le gazomètre. A la suite d'une surpression dans le gazomètre la torchère s'est activée, mais elle n'a pas fonctionné et s'est mise en alarme, les deux soupapes de sécurité étaient également défectueuses.
- La surpression dans le gazomètre a entraîné sa rupture. À 23h30, les deux personnes présentes sur le site ont entendu un bruit correspondant au relâchement de la bête du gazomètre. Ce dernier s'est vidé du gaz stocké, ce qui représente environ 1200m³ de biogaz.

Le site a été mis en sécurité, la production de biogaz stoppée par arrêt de l'alimentation, du chauffage et une baisse de l'agitation dans le digesteur.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. [...]

Constats :

À l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par mail la procédure d'astreinte de l'établissement, approuvée le 20 octobre 2022.

<p>Une astreinte (niveau 1) 24h/24h est mise en place sur le site, elle sollicite à tour de rôle 3 personnes : le responsable du site et 2 agents de maintenance.</p> <p>Une autre astreinte (niveau 2) est organisée par le groupe Engie Bioz et sollicite à tour de rôle les responsables régionaux.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance de la méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la méthanisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la suite de l'inspection, l'exploitant a fourni le rapport du dernier contrôle d'étanchéité daté du 8 avril 2025. Dans ce document, l'étanchéité du process de production et de valorisation du biogaz a été contrôlé, mais pas le processus d'épuration.</p> <p>Le rapport fourni ne mentionne pas les installations vérifiées, un doute persiste quant à la vérification du gazomètre.</p> <p>Écart : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du contrôle de l'étanchéité du gazomètre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection un document attestant de la bonne vérification de l'étanchéité du gazomètre avant la survenue de l'incident.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Surveillance de la méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la méthanisation

Prescription contrôlée :

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique [...] des principaux équipements intéressant la sécurité [...] est mis en place par l'exploitant. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation. [...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué que dans le cadre du programme de maintenance et de vérification de l'établissement, le suivi des soupapes et de la torchère était incrémenté dans la GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) du site.

A la suite de l'inspection, les deux extraits du programme de gestion de l'exploitation suivant ont été transmis :

- le contrôle semestriel interne des soupapes de sécurité; le dernier contrôle a eu lieu le 12 décembre 2025.

Ce contrôle interne consiste en :

- l'inspection visuelle des soupapes et garde hydraulique ;
- la vérification de la propreté ;
- le serrage si nécessaire des boulons ;
- le contrôle des niveaux.

Il est précisé qu'un compte rendu doit être rempli. La dernière vérification faite par l'exploitant n'a pas été tracée par un compte-rendu, ce qui ne permet pas d'apprécier l'état des soupapes entre le 12 décembre et l'accident.

- le contrôle mensuel interne de la torchère, le dernier contrôle a eu lieu le 22 décembre 2025. Ce contrôle consiste au démarrage pendant 5 min de la torchère et à la vérification de son bon fonctionnement.

Dans le rapport d'accident transmis par l'exploitant, ce dernier indique que les soupapes et la torchère étaient non fonctionnelles le jour de l'accident. Elles étaient obstruées par du liquide dû à un moussage.

Écart : L'exploitant dispose bien d'un programme de maintenance des soupapes et de la torchère, mais ne peut justifier de l'état de ces dernières avant l'accident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection le dernier compte rendu des vérifications des soupapes et de

la torchère, et veille à ce que les vérifications soient réalisées selon le programme de maintenance défini.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Surveillance de la méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la méthanisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis une capture d'écran du suivi de la production de biogaz de l'installation. L'installation dispose d'un débitmètre en sortie de digesteur. Cependant, l'exploitant n'a pas transmis le dernier rapport de vérification annuel.</p> <p>Écart : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le dernier rapport de vérification annuelle du dispositif de mesure de la quantité de biogaz.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection le dernier rapport de vérification annuelle de 2025 du dispositif de mesure de la quantité de biogaz.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois